

Modernisierung Sozialhilfeempfängerstatistik
Erwartungen an eine modernisierte
Sozialhilfeempfängerstatistik

Contient un résumé en français

B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung

in Kooperation mit



Fachhochschule
Nordwestschweiz

Hochschule für Soziale Arbeit
Hochschule für Wirtschaft

und

Sofrag – Büro für sozialpolitische Fragen

Basel, den 9. Januar 2020

Modernisierung Sozialhilfeempfängerstatistik - Erwartungen an eine modernisierte
Sozialhilfeempfängerstatistik

Bericht

zuhanden des Bundesamtes für Statistik

Verantwortlich seitens Auftraggeber: Marc Dubach und Bettina Gerber

Projektleitung: Michael Morlok (B,S,S.)

Projektbearbeitung: Mirjam Suri (B,S,S.), Verena Gerber (Sofrag) und Yann Bochs-
ler (FHNW)

B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung AG, Aeschengraben 9, CH-4051 Basel

Tel: 061-262 05 55, Fax: 061-262 05 57, E-Mail: contact@bss-basel.ch

Inhaltsverzeichnis

Abkürzungsverzeichnis	ii
Résumé.....	iii
Zusammenfassung.....	1
1. Einleitung.....	5
2. Aktuelle Nutzung der Sozialhilfestatistik	6
2.1. Verwendung der Sozialhilfestatistik.....	6
2.2. Verwendung der Standardtabellen.....	7
2.3. Bedürfnis nach Vergleichsgrößen.....	9
3. Erwartungen an die modernisierte Sozialhilfestatistik	9
4. Diskussion des reduzierten und vereinfachten Variablenkatalogs.....	11
4.1. Finanzvariablen und Variablen zur Sozialhilfeleistung	12
4.2. Lebenslagenvariablen	14
4.3. Weitere Variablen	17
4.4. Allgemeine Beobachtungen / Erkenntnisse	17
5. Schlussfolgerungen	18
6. Anhang.....	22
6.1. Gesprächsleitfaden.....	22
6.2. Wünsche nach weiteren Auswertungen	28
6.3. Auswertungstabellen.....	29

Abkürzungsverzeichnis

ALBV	Alimentenbevorschussung
BFS	Bundesamt für Statistik
IPV	Individuelle Prämienverbilligung
IV	Invalidenversicherung
IZU	Integrationszulage
SEM	Staatssekretariat für Migration
SH-AsylStat	Statistik der Sozialhilfe an Asylsuchende
SH-FlüStat	Statistik der Sozialhilfe an Flüchtlinge
SHS	Sozialhilfeempfängerstatistik
SIL	Situationsbedingten Leistungen
SKOS	Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe
SODK	Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren
WSH	Wirtschaftliche Sozialhilfe

Résumé

But

La statistique suisse des bénéficiaires de l'aide sociale (SAS) doit être modernisée. La modernisation de la SAS doit répondre à différents défis et limitations que les producteurs et utilisateurs des données perçoivent actuellement. L'objectif de la modernisation est de réduire la charge de travail pesant sur les services de relevé, de se concentrer sur les données administratives et, dans la mesure du possible, d'inclure les données des registres et d'améliorer l'actualité des données. Ce rapport présente les résultats d'une enquête menée sur les besoins des utilisateurs des données de la SAS. Cette enquête a consisté, d'une part, à définir les besoins d'information et buts d'utilisation, et, d'autre part, à recueillir des propositions concrètes pour sur un catalogue modernisé des variables de la SAS.

Démarche

23 interviews ou séances de discussion au total ont été réalisées, avec des membres du groupe de pilotage, avec des représentants de villes et de communes sur proposition de l'Union des villes suisses et de l'Association des communes suisses, avec des responsables cantonaux des domaines de l'asile et des réfugiés ainsi qu'avec la CSIAS. En sus de ces interviews, un atelier a été organisé avec des représentants de villes affiliées à l'Initiative des Villes pour la politique sociale. A l'exception des entretiens menés avec les responsables des domaines de l'asile et des réfugiés, les interviews ont porté principalement sur l'aide sociale économique (ASE). Les nombreux utilisateurs des données ont fait part de besoins très hétérogènes. Les résultats de l'enquête forment une sorte d'état des lieux permettant une première classification et interprétation. Ils ne prétendent par contre nullement à être représentatifs.

Résultats

L'objectif de l'OFS de poursuivre les exploitations standard est partagé par les spécialistes interrogés. Nombre d'entre eux utilisent et apprécient les exploitations standard de la SAS.

Les participants à l'enquête ont relevé en particulier l'utilité de la SAS sur les plans politique et stratégique. La modernisation de la SAS devrait mettre un accent sur les possibilités de continuer à répondre à ces besoins. Au niveau opérationnel notamment mais pas seulement, le décalage dans le temps des données publiées conduit aujourd'hui à une utilisation limitée de la SAS, car celle-ci ne peut pas servir à des fins de pilotage. Si l'on arrivait à mettre les exploitations plus rapidement à disposition, la SAS modernisée serait un outil davantage utilisé dans ce domaine.

La statistique modernisée de l'aide sociale suscite des attentes supplémentaires découlant des exigences qui lui est imposée en tant que partie intégrante des rapports sur la pauvreté. Sont ici concernés en particulier les analyses de trajectoires, le recours à des données tirées d'autres registres ainsi que l'analyse de l'interaction de l'aide sociale dans le système de la protection sociale.

Les personnes interrogées voient des limites au niveau de la comparabilité: en raison des réglementations cantonales différentes, avant tout celles ayant trait aux prestations sociales sous condition de ressources en amont, les exploitations ne peuvent être que partiellement comparées entre les cantons. Plusieurs personnes interrogées souhaitent que l'on mette en lumière l'interaction entre les prestations sociales sous condition de ressources en amont et l'aide sociale économique, et que l'on relève directement les différences s'y rapportant lorsque l'on communique sur la SAS.

Par ailleurs, il a été mentionné à plusieurs reprises qu'un accès en ligne aux données serait très apprécié. Les utilisateurs pourraient ainsi établir sans attendre leurs propres exploitations.

Une grande partie des participants se prononcent pour une réduction du catalogue des variables de la SAS. Un petit nombre s'oppose cependant à l'élimination de certaines variables parmi celles à *supprimer*. Les participants sont fondamentalement d'accord avec la simplification telle que formulée dans les propositions émises sur les variables à *simplifier*. Beaucoup demandent que l'on réexamine les nouvelles catégories et, au besoin, qu'elles soient un peu étendues. En résumé, on peut faire les constats suivants:

- *Variables financières*: Les cantons interrogés ne sont pas unanimes sur la proposition de simplification du catalogue. Une minorité approuve les simplifications et une petite majorité rejette la proposition, notamment parce que les informations sur les revenus provenant des prestations sous condition de ressources et des prestations des assurances sociales sont considérées comme centrales.
- *Situation d'activité*: Une grande partie rejette complètement la simplification et considère que des adaptations sont nécessaires. Certains participants plaident en faveur de la suppression en raison de la qualité des données insuffisante.
- *Taux d'occupation*: Les avis divergent concernant cette variable. Environ la moitié des participants approuve une répartition en deux et l'autre moitié n'est pas d'accord avec la proposition de simplification.
- *Statut d'occupation du logement*: Sur le fond, une majorité approuve la simplification, mais la terminologie utilisée est critiquée.

- *Taille du logement:* Une forte majorité approuve la simplification. Seul un faible nombre de participants trouvent qu'il faudrait supprimer complètement cette variable.
- *Formation achevée la plus élevée:* Les avis sont très partagés. Si la proposition était adaptée en y ajoutant une catégorie supplémentaire « diplôme non reconnu », une majorité l'approuverait.
- *Motif principal de la cessation du versement de prestations d'assistance:* Les avis sont ici aussi très partagés: environ un tiers approuve la simplification, un tiers la rejette et le tiers restant propose des changements.
- *Variables sur les prestations sociales:* Les participants estiment tous qu'une simplification est fondamentalement pertinente. Environ la moitié n'est cependant pas d'accord avec la proposition concrète de simplification. La proposition de regroupement de toutes les –prestations sociales en particulier est critiquée. Une distinction entre prestations sociales intégratives et celles couvrant les besoins existentiels - conformément aux normes CSIAS actuelles - permettrait de répondre au souhait de nombreux participants.

Le relevé des besoins des utilisateurs des données fait ressortir des perspectives très différentes. Même à l'intérieur d'une institution, les besoins exprimés paraissent diverger selon que la personne interrogée travaille au niveau stratégique ou au niveau opérationnel. Les personnes occupant des positions stratégiques tendent à être plutôt sceptiques à l'égard d'une réduction du catalogue des variables, alors que celles travaillent dans le domaine opérationnel ou statistique se déclarent plutôt en faveur d'une version « light » de la SAS.

Une utilisation plus restreinte peut par ailleurs résulter d'un manque de qualité des données. Dans ce contexte, les participants soulignent que l'on devrait relever exclusivement des données qui sont actuellement et intégralement disponibles dans les données administratives. En ce qui concerne les données allant au-delà de cette base et répondant à un intérêt de politique sociale précis, il conviendrait de les relever par le biais d'une enquête de haute qualité menée auprès des fournisseurs de données et en gardant à l'esprit la charge qu'elle impliquerait.

La présente analyse montre en définitive que les besoins d'information sont très hétérogènes et qu'une appréciation globale récapitulant les différents aspects s'avère complexe. Les exigences posées à la SAS reposent sur des besoins d'information différents aux niveaux politique, stratégique et opérationnel. Les mesures proposées pour réduire le questionnaire permettront d'alléger la charge de travail des services de relevé. Bien qu'il y ait encore un besoin de clarification en ce qui concerne les

simplifications, la poursuite des analyses standard permettra de maintenir la pertinence de la SAS pour la gestion aux niveaux politique et stratégique. En raccourcissant le délai entre la collecte et la publication des données, l'utilité de la SAS peut être accrue non seulement aux plans politique et stratégique, mais aussi au niveau opérationnel.

Zusammenfassung

Zielsetzung

Die Schweizerische Sozialhilfeempfänger-statistik (SHS) soll modernisiert werden. Die Modernisierung der SHS soll verschiedene Herausforderungen und Limitationen adressieren, welche die Datenproduzenten und -empfänger aktuell wahrnehmen. Die Modernisierung verfolgt die Zielsetzung, die Belastung der Erhebungsstellen zu reduzieren, auf Administrativdaten zu fokussieren und sofern möglich, Registerdaten beizuziehen sowie die Aktualität der Daten zu erhöhen. Der vorliegende Bericht legt die Ergebnisse der Bedürfnisbefragung der Datenempfängerinnen und Datenempfänger der SHS dar. Dabei standen einerseits die Informationsbedürfnisse und Verwendungszwecke allgemein im Fokus und andererseits konkrete Vorschläge eines modernisierten Variablenkatalogs der SHS.

Vorgehen

Insgesamt wurden 23 Gespräche oder Gesprächsrunden geführt, mit Mitgliedern der Steuerungsgruppe, Vertreter/innen weiterer Städte und Gemeinden auf Vorschlag des Städte- bzw. Gemeindeverbands, kantonale verantwortliche Personen aus dem Asyl- und Flüchtlingsbereich und die SKOS. Zusätzlich zu diesen Interviews wurde ein Workshop mit Vertreter/innen von Städten, die der Städteinitiative Sozialpolitik angeschlossen sind, durchgeführt. Mit Ausnahme der Stellen im Asyl- und Flüchtlingsbereich bezogen sich die Gespräche hauptsächlich auf die wirtschaftliche Sozialhilfe (WSH). Die zahlreichen Datenempfängerinnen und -empfänger weisen sehr heterogene Bedürfnisse auf. Die Befragung von 24 Stellen bietet entsprechend eine Auslegeordnung, welche eine erste Einordnung und Interpretation erlaubt. Eine Repräsentativität wird hingegen nicht beansprucht.

Resultate

Das Ziel des BFS, die Standardauswertungen weiterzuführen, wird von den befragten Fachpersonen geteilt. Die Standardauswertungen der SHS werden aktuell von vielen der befragten Personen verwendet und geschätzt.

Hervorgehoben wird vor allem der Nutzen der SHS auf der politischen und strategischen Ebene. Bei der Modernisierung der SHS sollte ein Fokus daraufgelegt werden, diese Bedürfnisse weiterhin erfüllen zu können. Nicht nur, aber vor allem auf der operativen Ebene führt die zeitliche Verzögerung heute zu einer eingeschränkten Nutzbarkeit der SHS, da sie nicht für Steuerungszwecke herangezogen werden kann. Gelänge es, die Auswertungen früher zur Verfügung zu stellen, könnte der Nutzen der modernisierten SHS zu Steuerungszwecken gesteigert werden.

Zusätzliche Erwartungen an eine modernisierte Sozialhilfestatistik ergeben sich aus Anforderungen an diese als Teil der Armutsberichtserstattung. Es geht hier insbesondere um Verlaufsanalysen, Hinzunahme von Daten aus anderen Registern sowie die Analyse der Interaktion der Sozialhilfe im System der sozialen Sicherheit.

Einschränkungen sehen die Befragten hinsichtlich der Vergleichbarkeit: Durch die unterschiedlichen kantonalen Regelungen, vor allem bei den vorgelagerten bedarfsabhängigen Sozialleistungen, können Auswertungen interkantonale nur bedingt verglichen werden. Mehrfach wurde deshalb der Wunsch geäußert, das Zusammenspiel der vorgelagerten bedarfsabhängigen Sozialleistungen und der wirtschaftlichen Sozialhilfe zu beleuchten und in der Kommunikation zur SHS direkt auf entsprechende Unterschiede hinzuweisen.

Weiter wurde wiederholt erwähnt, dass ein Online-Zugang zu den Daten sehr begrüßt würde. Dies würde erlauben, selber und frühzeitig Auswertungen vorzunehmen.

Eine Verschlinkung des Variablenkatalogs der SHS wird weitgehend begrüßt. Insbesondere im Hinblick auf die zu *streichenden* Variablen besteht nur vereinzelt Widerspruch. Hinsichtlich der Vorschläge zu den *vereinfachenden* Variablen wird die Vereinfachung grundsätzlich begrüßt. In vielen Fällen wird aber gewünscht, die neuen Kategorien nochmals zu prüfen und gegebenenfalls etwas auszudehnen. Zusammengefasst lassen sich folgende Aussagen treffen:

- *Finanzvariablen*: Die befragten Kantone haben keine einheitliche Haltung zum Vereinfachungsvorschlag. Eine Minderheit begrüßt die Vereinfachungen und eine knappe Mehrheit lehnt den Vorschlag ab, insbesondere, weil die Informationen zu den Einnahmen aus Bedarfs- und Sozialversicherungsleistungen als zentral eingestuft werden.
- *Erwerbssituation*: Ein Grossteil lehnt die Vereinfachung gänzlich ab oder hält Anpassungen für notwendig. Einige plädieren aufgrund mangelnder Datenqualität auf Streichung.
- *Beschäftigungsgrad*: Bezüglich des Beschäftigungsgrads hat sich keine Eini-gung abgezeichnet. Ähnlich grosse Anteile der Befragten stimmen einer Zwei-teilung zu oder lehnen diese gänzlich ab.
- *Wohnstatus*: Inhaltlich wird die Vereinfachung von einer Mehrheit gutgeheissen, wobei die Begrifflichkeiten kritisiert werden.
- *Wohnungsgrösse*: Eine überragende Mehrheit stimmt der Vereinfachung zu. Vereinzelte Stimmen finden, diese Variable könne ganz gestrichen werden.
- *Höchste abgeschlossene Ausbildung*: Die Rückmeldungen sind sehr heterogen. Wird der Vorschlag dahingehend angepasst, dass eine zusätzliche Kategorie

"nicht anerkannter Abschluss" ergänzt würde, fände dieser wohl bei einer Mehrheit Zustimmung.

- *Hauptgrund für Beendigung der Unterstützungszahlung:* Auch hinsichtlich der Beendigungsgründe sind die Rückmeldungen sehr heterogen: Jeweils rund ein Drittel stimmt der Vereinfachung zu, lehnt diese ab oder schlägt Veränderungen vor.
- *Variablen zu den Sozialhilfeleistungen:* Die Befragten sind sich einig, dass eine Vereinfachung grundsätzlich sinnvoll ist. Rund die Hälfte ist jedoch mit dem konkreten Vorschlag zur Vereinfachung nicht einverstanden. Insbesondere der Vorschlag zum Zusammenzug aller SIL stösst auf Kritik. Mit einer Unterscheidung zwischen integrativen und existenzsichernden SIL – gemäss den aktuellen SKOS-Richtlinien – könnte dem Wunsch vieler entsprochen werden.

Die Erhebung der Bedürfnisse der Datenempfänger/innen verdeutlichte, dass sehr unterschiedliche Perspektiven bestehen. Auch innerhalb einer Institution scheinen die Bedürfnisse zu divergieren, je nachdem ob das Gespräch mit einer Person auf der strategischen Ebene oder der operativen Ebene geführt wurde. In der Tendenz zeigte sich, dass Personen mit strategischen Positionen eher skeptisch gegenüber einer Reduktion des Variablenkatalogs reagierten, während Personen auf operativer und/oder statistischer Ebene sich eher für eine schlankere Version der SHS aussprachen.

Eine eingeschränkte Nutzung kann sich weiter durch fehlende Datenqualität ergeben. In diesem Zusammenhang betonen die Befragten, dass ausschliesslich Daten erhoben werden sollen, die in den Administrativdaten aktuell und vollständig zur Verfügung stehen. Für darüber hinaus gehende Daten müsste aufgrund eines sozialpolitischen Interesses eine qualitativ hochstehende Erhebung bei den Datenlieferanten mit dem entsprechenden Aufwand durchgesetzt werden.

Die vorliegende Untersuchung zeigt schliesslich, dass die Informationsbedürfnisse sehr heterogen sind und eine zusammenfassende Einschätzung zu einzelnen Aspekten entsprechend komplex ist. Die Anforderungen, welche an die SHS gestellt werden, basieren auf unterschiedlichen Informationsbedürfnissen auf der politischen, strategischen und operativen Ebene. Mit den vorgeschlagenen Massnahmen zur Reduktion des Fragebogens kann dem Ziel der Entlastung der Erhebungsstellen Rechnung getragen werden. Durch die Weiterführung der Standardauswertungen wird die Steuerungsrelevanz der SHS für die politische und strategische Ebene beibehalten, wobei hinsichtlich der Vereinfachungen noch ein gewisser Klärungsbedarf be-

steht. Mit einer Verkürzung der Dauer zwischen der Datenerhebung und der Publikation der Daten kann die Nützlichkeit der SHS sowohl für politische und strategische als auch für operative Zwecke erhöht werden.

1. Einleitung

Das BFS und die SODK modernisieren die Schweizerische Sozialhilfeempfängerstatistik (SHS). Damit sollen verschiedene Herausforderungen und Limitationen überwunden werden, welche die Datenproduzenten und -empfänger aktuell wahrnehmen. Der vorliegende Bericht legt die Ergebnisse der Bedürfnisbefragung der Datenempfängerinnen und Datenempfänger der SHS dar. Dabei standen einerseits die Informationsbedürfnisse und Verwendungszwecke allgemein im Fokus und andererseits konkrete Vorschläge eines modernisierten Variablenkatalogs der SHS.

Insgesamt wurden 23 Gespräche geführt, wobei an einigen Gesprächen mehrere Fachleute teilnahmen. Zehn der Gespräche erfolgten telefonisch, während der Rest persönlich durchgeführt wurde. Bei den persönlichen Gesprächen war jeweils eine Vertreterin / ein Vertreter des Projektteams sowie des BFS anwesend. Die Auswahl der Stellen erfolgte durch das BFS, nachdem die Zielgruppe mit der Steuerungsgruppe des Projekts abgestimmt wurde. Die befragten Stellen setzen sich wie folgt zusammen: Mitglieder der Steuerungsgruppe, weitere Städte und Gemeinden auf Vorschlag des Städte- bzw. Gemeindeverbands, kantonale verantwortliche Personen aus dem Asyl- und Flüchtlingsbereich und die SKOS. Zusätzlich zu diesen Interviews wurde ein Workshop mit Vertreter/innen von Städten, die der Städteinitiative Sozialpolitik angeschlossen sind, durchgeführt.

Insgesamt liegen somit 24 Rückmeldungen vor, die nach ihrer Quelle in fünf Gruppen eingeteilt werden können: Kleine kommunale/regionale Dienste¹, grosse kommunale/regionale Dienste, kantonale Stellen, gesamtschweizerische Konferenzen (SKOS/SODK) sowie Stellen im Asyl- und Flüchtlingsbereich.² Mit Ausnahme der letztgenannten Gruppe bezogen sich die Gespräche hauptsächlich auf die wirtschaftliche Sozialhilfe (WSH). Die zahlreichen Datenempfängerinnen und -empfänger weisen sehr heterogene Bedürfnisse auf. Die Befragung von 24 Stellen bietet entsprechend eine Auslegeordnung, welche eine erste Einordnung und Interpretation erlaubt. Eine Repräsentativität wird hingegen nicht beansprucht.

In sämtlichen Gesprächen wurde zunächst die aktuelle Nutzung der SHS und insbesondere der durch das BFS erstellten Standardtabellen thematisiert (siehe Kapitel 2).

¹ Die Einteilung zwischen kleinen und grossen Gemeinden erfolgte über die Anzahl Einwohner. Die Grenze der Einteilung liegt bei 15'000 Einwohner.

² Anzahl befragter Stellen pro Gruppe: Kleine Gemeinden: 7, grosse Gemeinden: 7, Kantone: 5, gesamtschweizerisch: 2, Asyl- und Flüchtlingsbereich: 3. Es muss beachtet werden, dass einige Gesprächspartner/innen ergänzend zu ihrer eigenen Position auch die Perspektiven anderer Stellen einschätzten. Insbesondere äusserten sich kantonale Dienste auch zu den Bedürfnissen auf Gemeindeebene oder Rückmeldungen betrafen sowohl WSH als auch SH-AsylStat/SH-FlüStat.

Weiter legten die Gesprächspartnerinnen und -partner ihre Erwartungen und Bedürfnisse hinsichtlich einer modernisierten SHS dar (siehe Kapitel 3), bevor zu einzelnen Variablen konkrete Vorschläge zur Reduktion des Variablenkatalogs der SHS diskutiert wurden (siehe Kapitel 4).

Wir danken den Gesprächspartnerinnen und -partner für ihre wertvolle Unterstützung.

2. Aktuelle Nutzung der Sozialhilfestatistik

2.1. Verwendung der Sozialhilfestatistik

Die SHS nimmt für die befragten Fachleute eine zentrale Rolle bei der Information von Politik und Öffentlichkeit ein. Sie liefert sowohl Vertreter/innen gesamtschweizerischer Konferenzen, der Kantone als auch der grossen Gemeinden verlässliche, über die gesamte Schweiz vergleichbare Angaben, welche sich insbesondere zur Beantwortung von parlamentarischen Anfragen und von Anfragen der Medien, aber auch zur Begründung von Gesetzes- und Projektvorlagen eignen. Sie ermöglicht Entscheidungsträger/innen und Behördenvertreter/innen zu beraten und politische Vorstösse mit Fakten zu alimentieren. Die befragten Fachleute gaben an, dazu je nach Fragestellung weitere Statistiken und Quellen beizuziehen, beispielsweise die Bevölkerungsstatistik, Arbeitsmarktstatistik und Statistiken zu Sozialversicherungen.

Weiter liefert die SHS steuerungsrelevante Informationen zur Lebenssituation der Sozialhilfebeziehenden. Diese Informationen dienen den Sozialdiensten als Grundlage für die strategische Steuerung ihrer Dienste. Dafür sind laut den Befragten Vergleiche unter den Kantonen und Gemeinden und die Beobachtung von Entwicklungen (u.a. von Risikogruppen) über mehrere Jahre nötig. Die SHS mit ihrer über lange Jahre und die gesamte Schweiz gleichen Erhebungsmethodik ist dabei eine wertvolle Grundlage. Die Daten der SHS sind insbesondere für Kantone zentral, welche für die strategische Steuerung von regionalisierten Sozialdiensten zuständig sind. Die SHS dient aber auch grösseren Gemeinden für Vergleiche und die Beobachtung von Entwicklungen.

Während sich deutschsprachige Kantone für die strategische Steuerung eher auf die SHS abstützen, verwenden die französischsprachigen Kantone und ein Teil der Städte vorwiegend eigene Daten, die ihnen schneller zur Verfügung stehen und im jeweils gewünschten Detaillierungsgrad abgefragt werden können. Die SHS wird dann nur für Vergleiche über die Kantons- bzw. Gemeindegrenze hinaus benötigt.

Gesamtschweizerische Konferenzen, Kantone und die Mitglieder der Städteinitiative haben zudem die Verwendung der SHS für Forschungszwecke sowie die Möglichkeit für vertiefte Analysen beispielsweise zu aktuellen Fragestellungen genannt. Die SHS gilt als zentrale Grundlage bei der Entwicklung von Massnahmen zur Armutsbekämpfung und Armutsprävention.

Nicht als geeignet beurteilen die Befragten die SHS für die operative, interne Fallsteuerung, da die Auswertungen einerseits mit zu grosser zeitlicher Verzögerung zur Verfügung stehen und andererseits nicht im gewünschten Detailierungsgrad zugänglich sind. Genannt wurden als Beispiele kurzfristig abfragbare Informationen zu spezifischen Empfängergruppen (z. B. Familien mit Kindern unter 5 Jahren, Alimentenpflichtige Sozialhilfebezüger) oder kurzfristige Fallschwankungen. Eine Ausnahme stellt der Asyl- und Flüchtlingsbereich dar. Hier wird die SHS für die operative Steuerung und als Monitoringinstrument genutzt. Die Auswertungen der Sozialhilfekosten werden mit den Bundessubventionen verglichen und es werden Deckungsgradanalysen erstellt.

2.2. Verwendung der Standardtabellen

Die Gespräche zeigen, dass die Auswertungen des BFS studiert und genutzt werden. Für grosse Dienste sind sie wichtiger als für kleine. Bei den kantonalen Stellen bestehen grosse Unterschiede, wie die Auswertungen genutzt werden und wie stark man sich auf eigene zusätzliche Erhebungen stützt.

Die Übersichts- und Basistabellen mit der Anzahl Fälle, Personen und Quoten³ sind für alle Befragten wichtig und gehören sicher auch in Zukunft zu den benötigten Auswertungen. Die Befragten bezweifeln teilweise die Zweckmässigkeit der Auswertungen nach Gemeindegrössenklassen. Es wird angeregt, zukünftig nach Raumtypen auszuwerten.

Die **Tabellen zur Struktur der unterstützten Personen**, welche sowohl in den Gemeinde- als auch in den Standardtabellen für die Kantone abgebildet sind, werden von den meisten Anspruchsgruppen benötigt. Für einige Befragte haben die Auswertungen nach Geschlecht, Zivilstand und nach Ländergruppen aber eine geringe Bedeutung.

³ Wir orientieren uns an der Struktur der Standardtabellen für die Kantone. Gemeinden erhalten nur eine kleine Auswahl der Auswertungen; die Städtekenntzahlen stellen eine etwas abgeänderte Version der kantonalen Auswertungen dar, und die Tabellen für den Asyl- und Flüchtlingsbereich sind ebenfalls etwas anders aufgebaut und orientieren sich an den spezifischen Bedürfnissen des SEM.

Gesprächspartner, die gleichzeitig auch Datenlieferanten sind, stellen die Qualität der Auswertungen zur Erwerbssituation in Frage. Die Erwerbssituation von Sozialhilfebeziehenden wechselt häufig, sie wird aber in den Fallführungssystemen selten nachgeführt.

Als "nice-to-have" oder gar als überflüssig werden die Auswertungen nach Branche und jene der ausgesteuerten Personen nach Dauer zwischen Aussteuerung und Stichmonat beurteilt. Auf die Tabellen "Ausgesteuerte Personen von 15 bis 64 Jahren aus neuen Dossiers" und "Sozialhilfebeziehende nach Struktur der Unterstützungseinheit und Altersklassen", welche nur in den kantonalen Standardtabellen vorkommen, möchten die Mehrheit der Kantone und der gesamtschweizerischen Konferenzen hingegen nicht verzichten.

Die **Auswertungen zur Struktur der Unterstützungseinheiten** werden mehrheitlich benötigt. Die Angaben zur Bezugsdauer der laufenden und abgeschlossenen Dossiers und die Beendigungsgründe werden dabei als wichtiger beurteilt als Wohnstatus, Wohndauer, Mietkosten und Wohnungsgrösse. Hier würden einem Grossteil der Befragten weniger detaillierte Angaben genügen. Hingegen wünschen einige Gesprächspartner Auswertungen zu den Sozialhilfefällen, die einen Anteil des Mietzinses aus dem Grundbedarf bezahlen müssen, weil der Mietzins gemäss Richtlinien zu hoch ist.

Bezüglich der Bedeutung der **Auswertungen zur finanziellen Situation der Unterstützungseinheiten** sind sich die befragten Akteure uneinig, auch innerhalb der befragten Anspruchsgruppen. Eine Mehrheit der Befragten findet den Gesamtbetrag aller Einkommen im Stichmonat, die Einkommensquellen und die angerechneten Miet-/Wohnkosten wichtig.

Weniger Bedeutung wird den Auswertungen zu Zulagen und Einkommensfreibeträgen und zu Krankenkassenprämien und Prämienverbilligungen zugemessen, wobei es aber auch Akteure gibt, welche diese Auswertungen nutzen. Dabei wurde angeregt, die Differenz zwischen Krankenkassenprämie und IPV auszuweisen.

Bezüglich der **Auswertungen zu den finanziellen Leistungen** sind sich die Befragten weitgehend einig. Sie benötigen detaillierte Auswertungen, erstellen diese aber teilweise aus den eigenen Daten. Die Gemeinden erhalten lediglich eine Auswertung zur Deckungsquote. Die Telefongespräche mit den Verantwortlichen von Sozialdiensten kleiner Gemeinden, die sich weniger intensiv mit der SHS auseinandersetzen, zeigte, dass diese Auswertung schwierig zu verstehen ist.

Die sehr detaillierten Auswertungen im **Asyl- und Flüchtlingsbereich** werden alle entweder von den Kantonsvertretern oder vom SEM als nötig eingestuft. Einzig die

beiden Auswertungen zur finanziellen Situation der unterstützten Personen werden nicht zwingend benötigt.

Die **Überblickstabellen am Schluss der Standardtabellen** werden im Sozialhilfebereich durchgängig als wichtig beurteilt. Im Asyl- und Flüchtlingsbereich spielen sie eine untergeordnete Rolle.

2.3. Bedürfnis nach Vergleichsgrössen

Akteure auf nationaler und kantonaler Ebene heben die Bedeutung der SHS für interkantonale Vergleiche hervor. Sie wünschen sich Vergleiche zu Quoten, Risikogruppen aber auch zu den finanziellen Leistungen. Einschränkend wird darauf hingewiesen, dass bei Vergleichen berücksichtigt werden muss, dass grosse Unterschiede bei den der Sozialhilfe vorgelagerten Leistungen bestehen.

Gemeinden stellen unabhängig von der Grösse Vergleiche mit anderen Gemeinden an. Bei den grossen Städten ist der Vergleich über den Kennzahlenbericht der Städteinitiative Sozialpolitik sichergestellt. Regionale Sozialdienste vergleichen die ihnen angeschlossenen Gemeinden. Andere Gemeinden wiederum vergleichen sich im Rahmen von Analysen, die innerhalb des Kantons durchgeführt werden. Namentlich erwähnt wurden die von LUSTAT zur Verfügung gestellten Auswertungen in der Innerschweiz und der Statistikreport und beim statistischen Amt bestellten Auswertungen im Kanton Zürich.

Regionale Vergleich spielen insbesondere dann eine Rolle, wenn die Sozialhilfe von regionalen Sozialdiensten erbracht wird. Da diese kaum mit den Bezirken übereinstimmen, wurden Auswertungen auf Ebene der Bezirke von keiner der interviewten Personen als relevant genannt. Die Auswertungen nach Gemeindegrössenklassen finden kaum Verwendung.

3. Erwartungen an die modernisierte Sozialhilfestatistik

Aus Sicht der gesamtschweizerischen Konferenzen, der Verantwortlichen in den Kantonen und grossen Gemeinden ist die SHS ein strategisches Instrument. Sie dient als Grundlage zur Entwicklung von Massnahmen zur Armutsbekämpfung. Dabei stehen Analysen zu den Risikogruppen im Vordergrund. In diesem Zusammenhang werden laut den Befragten Auswertungen auf Personenebene in Zukunft an Bedeutung gewinnen, um mit Verknüpfungen von Daten Verläufe verfolgen zu können. Im Sinne eines Bestandteils für eine Armutsberichterstattung soll die SHS dazu verwendet werden, über die Sozialhilfe im engeren Sinn hinaus Grundlagen zu Risikogruppen zur Verfügung zu stellen, mit Hilfe der Hinzunahme von anderen Registern

sowie der Analyse der Interaktion der Sozialhilfe im System der sozialen Sicherheit. Sie könnte dann auch dazu dienen, Hinweise auf die Wirksamkeit von Massnahmen zu gewinnen. Kleine Gemeinden sind mit den Auswertungen, die sie erhalten weitgehend zufrieden, wünschen sich aber mehr Gemeindevergleiche.

Ganz zentral ist für eine Mehrheit der Befragten die raschere Verfügbarkeit der Auswertungen. Stünden die jährlichen Auswertungen zeitnah zur Verfügung, könnte die Statistik zudem für die operative, interne Fallsteuerung genutzt werden.

Vertreter kantonaler und nationaler Stellen wünschen sich einen Online-Zugang zur Datenbank oder zu Auswertungen des BFS, um je nach Bedürfnis eigene Analysen erstellen zu können. Es sollten vermehrt interaktive Auswertungsmöglichkeiten angeboten werden, und zwar auch auf Gemeindeebene, sofern dies die Grösse der Gemeinde zulässt. Gemeindevertreter wünschen sich ausserdem den Zugriff auf ihre eigenen Daten, um ad-hoc-Auswertungen vornehmen zu können. Räumliche Auswertungen sollen möglich sein, um geographische Konzentrationen von Risikogruppen identifizieren zu können.

Hinsichtlich zusätzlicher Auswertungen resp. Themenbereichen wurden folgende beide Aspekte als interessant hervorgehoben:

- *Gesundheitszustand der Sozialhilfebeziehenden:* Aufgrund der Zunahme an mehrfachkomplexen Sozialhilfefällen mit psychischen Beeinträchtigungen wird vereinzelt gewünscht, eine Variable zu kreieren, die den Anteil an Sozialhilfebeziehenden mit gesundheitlichen Problemen ausweist. Zusätzliche Informationen zum Gesundheitszustand der Sozialhilfebeziehenden fehlen mehreren der Befragten. Sie sind sich aber auch bewusst, dass diese Lücke kaum von der SHS abgedeckt werden kann.
- *Schnittstelle Sozialhilfe und Invalidenversicherung (IV):* Vereinzelt wurde das Bedürfnis geäussert, mehr über die Schnittstelle zwischen der Sozialhilfe und der IV zu erfahren. Aufgrund der oben erwähnten Zunahme an komplexen Fällen sichert die Sozialhilfe in einer Überbrückungsfunktion vermehrt die Existenz von Personen, die in einem Abklärungsverfahren mit der IV sind. Im Workshop mit den Vertreterinnen und Vertretern Deutschschweizer Städte wurde generell die Wichtigkeit dieser Überbrückungsfunktion betont.

Die Befragten nannten eine Vielzahl weiterer zusätzlicher Auswertungen und Indikatoren (vgl. Liste im Anhang 6.2), die sie sich wünschen. Es gab aber keine weiteren Vorschläge, die von einer grösseren Zahl an Befragten genannt wurden.

Der breiten Wunschpalette steht die Position kantonaler und städtischer Stellen gegenüber, die sich eine Konzentration auf das Wesentliche wünschen. Ihnen ist es

wichtig, eine auf die wichtigsten Fragen orientierte und zeitnahe Erhebung zu haben, die auf vergleichbaren und von den Diensten regelmässig nachgeführten Informationen beruht. Damit kann eine hohe Qualität gewährleistet werden, was aus ihrer Sicht wertvoller ist, als eine thematische sehr breite Erhebung mit zweifelhafter Qualität. Fachpersonen, die diese Position vertreten, sind bereit, auf einen Teil der bisher erhobenen Angaben zu verzichten.

Dem grossen Bedürfnis, die SHS als Informationsgrundlage zur Armutsbekämpfung, zur Information von Politik und Öffentlichkeit und als Instrument für Vergleiche unter Kantonen, Gemeinden und Sozialregionen zu nutzen, stehen die eingeschränkt zur Verfügung stehenden administrativen Angaben zu den Sozialhilfefällen gegenüber. Als Chance für die Zukunft beurteilen die Befragten die Möglichkeiten zur Verknüpfung von Daten aus verschiedenen Quellen. Damit könnten die Erhebungsstellen entlastet werden, aber auch zusätzliche Analysen durchgeführt werden (beispielsweise könnten Bezüger/innen von mehreren Leistungen identifiziert werden). Es wäre aus Sicht der Befragten auch interessant, vermehrt Verläufe von Beziehenden zu analysieren.

4. Diskussion des reduzierten und vereinfachten Variablenkatalogs

In diesem Abschnitt werden die Resultate der Befragung zum reduzierten und vereinfachten Variablenkatalog präsentiert. Auf Basis von Vorarbeiten zur Kategorisierung der Daten⁴ wurde den Fachleuten ein reduzierter Variablenkatalog zur Einschätzung vorgelegt. Zur Diskussion standen konkrete Vorschläge zur Vereinfachung der Finanzvariablen, der Variablen zur Sozialhilfeleistung, verschiedener Lebenslagenvariablen und ein Set an Variablen, die aktuell grösstenteils nicht ausgewertet werden und eventuell gestrichen werden könnten ("weitere Variablen"). Die konkreten Vorschläge sind im Gesprächsleitfaden aufgeführt (siehe Anhang 6.1).

Die heterogenen Einschätzungen der verschiedenen Akteure werden nach Anspruchsgruppe wiedergegeben (Kantone, Stellen Asyl- und FlüStat, gesamtschweizerische Konferenzen sowie grosse und kleine Gemeinden). Im Anhang findet sich zudem eine Übersichtsdarstellung der zentralen Einschätzungen pro Akteur.

⁴ Vgl. Morlok, M., M. Suri, V. Gerber & Y. Bochsler (2019): Modernisierung Sozialhilfeempfängerstatistik - Kategorisierung der Daten, zuhanden des BFS.

4.1. Finanzvariablen und Variablen zur Sozialhilfeleistung

Kantone

Die Kantone sind sich in Bezug auf die **Finanzvariablen** nicht einig. Ein Teil der Kantone vertritt die Meinung, die Informationen in aggregiertem Zustand und auf Dossierebene seien ausreichend. Allenfalls könnten aus ihrer Sicht punktuell vertiefte Analysen zu einzelnen Leistungsbereichen (insbesondere wie viele Dossiers bei der ALV und IV "in Abklärung" sind) interessant sein. Diesbezüglich wurde vereinzelt die Möglichkeit angesprochen, im Rahmen der SHS periodisch Zusatzmodule anzubieten, um diese analytischen Vertiefungen zu realisieren (vgl. auch Liste der weiteren Auswertungswünsche im Anhang 6.2). Als regelmässiger Bestandteil des Variablenkatalogs braucht es die Detailauswertungen allerdings nicht. Eine knappe Mehrheit der befragten Kantone ist mit dem Vorschlag zur Vereinfachung allerdings nicht einverstanden. Insbesondere die Informationen zu den Einnahmen aus Bedarfs- und Sozialversicherungsleistungen werden als zentral eingestuft. Nach Einschätzung dieser Kantone sollten die Finanzvariablen gleich erfasst werden wie bisher.

Der Vorschlag zu den **Variablen zu den Sozialhilfeleistungen** wird von allen Kantonen grundsätzlich begrüsst. Ein Teil der Kantone erwähnt die Wichtigkeit der situationsbedingten Leistungen (SIL). Manche erwähnen lediglich die Notwendigkeit eines höheren Detaillierungsgrads bei den SIL, während andere konkrete Vorschläge haben wie bspw. die SIL gemäss den aktuellen SKOS-Richtlinien in "grundversorgende" und "fördernde" SIL aufzuteilen und neu so zu erheben.

Stellen Asyl- und FlüStat

Die befragten Akteure sind grundsätzlich mit den Vereinfachungen im Bereich der **Finanzvariablen** einverstanden. Die vorgelagerten Bedarfs- und Sozialversicherungsleistungen werden wie bei den Kantonen als wichtig eingeschätzt, insbesondere konkrete Leistungen wie Stipendien. Dies hat damit zu tun, dass im Asyl- und Flüchtlingsbereich die Ausbildung und Qualifizierung der Leistungsbeziehenden im Vordergrund stehen. Informationen zu Sozialversicherungen wie der IV interessieren die Akteure nicht, da die Leistungsbeziehenden aufgrund ihres Status kein Anrecht darauf haben. Ein Akteur äussert das Bedürfnis, die Informationen weiterhin auf Personenebene zu erhalten.

Zu den Vorschlägen im Bereich der **Variablen zu den Sozialhilfeleistungen** sind sich die Akteure einig: Die Vereinfachung wird begrüsst. Ähnlich wie die Kantone möchten sie aber einen höheren Detaillierungsgrad bei den SIL. Ein Akteur nennt

insbesondere die Therapie-, Klinik- und Heimkosten sowie die Ausgaben für Erstausbildungen als zentral. Es wurden zwei neue Vorschläge zur Kategorisierung der SIL genannt:

- SIL zur "Förderung der Gesundheit" und SIL um "Bildung zu fördern"
- "Existenzsichernde" SIL und "integrative" SIL

Gesamtschweizerische Konferenzen

Die SKOS und die SODK sind mit den Vereinfachungen der **Finanzvariablen** grundsätzlich einverstanden, obgleich ihnen eine gewisse Detaillierung wichtig ist. Insbesondere die Informationen zu den Einnahmen aus kantonalen Bedarfsleistungen und Sozialversicherungen sind wesentlich. Falls diese Informationen aus externen Registern gezogen werden können, erachten SKOS und SODK die vorgeschlagenen Vereinfachungen als zielführend.

Die Haltung der Konferenzen in Bezug auf die **Variablen zu den Sozialhilfeleistungen** deckt sich mit jener der anderen Anspruchsgruppen. Sie sind mit den Vereinfachungen einverstanden – bei den SIL sollte aber ein gewisser Detaillierungsgrad beibehalten werden. Als konkreter Vorschlag wurde genannt:

- Neu sollte in einer Unterkategorie zu den SIL die Variable "Kosten für Grundkompetenzen" hinzugefügt werden. Dieses Bedürfnis entspricht einer strategischen Neuausrichtung in der Sozialhilfepraxis. Die Förderung der Grundkompetenzen (Lesen und Schreiben, Spracherwerb, Alltagsmathematik und IKT) nimmt in der Sozialhilfe seit dem Inkrafttreten des Weiterbildungsgesetzes 2017 einen höheren Stellenwert ein.

Grosse Gemeinden

Mit Ausnahme von zwei Gemeinden sind sich die Akteure zu den **Finanzvariablen** grundsätzlich einig: Die Vereinfachung wird als sinnvoll erachtet. Eine grosse Gemeinde ist mit dem Vorschlag nicht einverstanden und betont die Wichtigkeit der Informationen zu den unterschiedlichen Einnahmequellen. Insbesondere die Unterhaltsbeiträge, Alimentenbevorschussung, Stipendien, ALV und IV werden als zentral genannt. Ein weiterer Akteur ist sich unsicher, weil die aktuellen, detaillierten Variablen nicht ausgewertet werden. Insofern besteht bei einer Vereinfachung kein Informationsverlust. Wenn die Qualität der Daten aber sichergestellt werden könnten, würden die detaillierten Informationen an Bedeutung gewinnen.

Die grossen Gemeinden begrüssen die Vereinfachung in Bezug auf die **Variablen zu den Sozialhilfeleistungen**. Als wichtig werden allerdings die Heim- und Therapiekosten erachtet. Ausserdem möchte eine grosse Gemeinde neu Informationen zu "gesundheitsbezogenen" SIL erhalten.

Kleine Gemeinden

Die kleinen Gemeinden begrüssen alle die vorgeschlagenen Vereinfachungen sowohl in Bezug auf die Finanzvariablen wie auch den Variablen zu den Sozialhilfeleistungen. Wie bei den anderen Anspruchsgruppen werden die Stipendien und ALBV als wichtige Bedarfsleistungen genannt und das Bedürfnisse wird mehrfach geäussert, weitere Informationen dazu zu erheben. Bei den Variablen zu den Sozialhilfeleistungen besteht ebenfalls der Wunsch, mehr Details zu den SIL zu erhalten – insbesondere zu den Heim- und Therapiekosten.

4.2. Lebenslagenvariablen

Kantone

Die Kantone erachten die Vereinfachung der Variablen "Wohnstatus"⁵ und "Wohnungsgrösse" als sinnvoll, lehnen aber die anderen vorgeschlagenen Vereinfachungen tendenziell ab. Sie anerkennen die Notwendigkeit zur Verkürzung des Variablenkatalogs, weisen jedoch auf die Wichtigkeit der Detailinformationen hin:

- Bei der Variable "Erwerbssituation" interessiert es einige Kantone beispielsweise, ob erwerbstätige Sozialhilfebeziehende in einem befristeten oder unbefristeten Arbeitsverhältnis sind oder eine Lehre absolvieren. Bei der Kategorie der Erwerbslosen ist es ihnen wichtig zu wissen, ob Sozialhilfebeziehende auf Stellensuche sind oder an einem Integrationsprogramm teilnehmen. Die Aggregation zur Kategorie "Nichterwerbspersonen" wird von den Kantonen begrüsst. Wäre die Aktualität der Daten in dieser Kategorie gegeben, spricht sich hingegen ein Kanton dafür aus, den Detaillierungsgrad aufrechtzuerhalten und die Daten wie bisher zu erheben.
- Bei der Variable "Beschäftigungsgrad" sind sich die Kantone uneinig. Ein Teil kann mit der vorgeschlagenen Zweiteilung (Voll- und Teilzeit) leben.

⁵ Beim Wohnstatus verweist eine Mehrheit der Kantone darauf, dass der "Sammelhaushalt" ein unklarer Begriff sei und in der Sozialhilfepraxis nicht verwendet wird. Bei der Variable "Wohnstatus" möchte ein Kanton die Detaillierung aufrechterhalten und betont die Wichtigkeit der besonderen Wohnformen.

Ein anderer Teil betont die Wichtigkeit der detaillierten Abstufung auch hinsichtlich der Thematik Vereinbarkeit Familie und Beruf.

- Eine überwiegende Mehrheit lehnt die vorgeschlagene Vereinfachung der Variable "Beendigungsgründe" in dieser Form ab. Der Informationsverlust wäre zu gross. Die Akteure möchten wissen, wohin die Sozialhilfebeziehenden abgelöst werden und aus welchen Gründen ein Sozialdienst Dossiers abschliesst. Insbesondere die Detailinformationen zur "Existenzsicherung durch andere Sozialleistungen" werden als wichtig erachtet.
- Bei der Variable "Höchste Ausbildung" vertreten einige Kantone die Überzeugung, dass sie weiterhin erhoben werden soll wie bisher, während andere der Vereinfachung zustimmen, sofern eine neue Kategorie "nicht anerkannter Abschluss" eingeführt wird.

Stellen Asyl- und FlüStat

Mit Ausnahme der Variablen "Erwerbssituation" und "Beschäftigungsgrad" ist sich diese Anspruchsgruppe einig, dass die vorgeschlagenen Vereinfachungen in die richtige Richtung gehen. Ein Teil der Akteure möchte zur Variable "Erwerbssituation" Informationen zum Anteil der Sozialhilfebeziehenden erhalten, die an Beschäftigungsprogrammen oder Sprachkursen teilnehmen. Bei der Variable "Beschäftigungsgrad" sind sich die Akteure einig, dass es eine Vereinfachung braucht. Ein Teil der Akteure betont allerdings die Relevanz der Information und schlägt eine Dreiteilung vor (Vollzeit / über 50 Prozent / unter 50 Prozent).

Die vorgeschlagene Vereinfachung der Variable "höchste abgeschlossene Ausbildung" ist für den Flüchtlings- und Asylbereich relevanter als in der WSH. Es wurde betont, dass die Angaben zu Abschlüssen, welche in der Schweiz nicht anerkannt sind, schwer erfassbar sind. Hingegen sei es wichtig, über beide Informationen zu verfügen und im Idealfall anerkannte und nicht-erkannten Ausbildungen getrennt zu erfassen. Eine separate Kategorie "nicht anerkannter Abschluss" würde daher begrüsst, wobei Unsicherheit dahingehend bestand, ob diese nach Ausbildungsniveau weiter differenziert werden müsste. Bei der Variable "Wohnstatus" wäre die Detaillierung "stationäre Einrichtung" und die Unterscheidung zwischen Mieter/Untermieter wünschenswert.

Gesamtschweizerische Konferenzen

Die Konferenzen begrüssen einzig die vorgeschlagenen Vereinfachungen bei den Variablen "Wohnungsgrösse". Bei den anderen Variablen bestehen jeweils Bedürfnisse nach vertieften Informationen. Bei der Erwerbssituation werden insbesondere

die Kategorien "in Ausbildung", "Dauerinvalidität" und "keine Chance auf dem Arbeitsmarkt" als wichtig eingestuft. Die Detaillierung im Bereich des Beschäftigungsgrads wird mit Blick auf die Themen Vereinbarkeit Familie und Beruf sowie Working Poor als relevant betrachtet. Bei den Beendigungsgründen schliesslich wurden die Kategorien "Todesfall" und "Kontaktabbruch" als wichtig hervorgehoben.

Grosse Gemeinden

Die Perspektive der grossen Gemeinden zeigt sich sehr heterogen. Einzig der Vorschlag zur Vereinfachung der Variable "Wohnungsgrösse" wird allgemein begrüsst. Eine Mehrheit der grossen Gemeinden unterstützt zudem die Vereinfachungen bei den Variablen "Erwerbssituation" und "Wohnstatus". Beim Wohnstatus wird ebenfalls erwähnt, dass die Kategorie "Sammelhaushalt" für die Sozialhilfe nicht relevant sei resp. der Begriff missverständlich sei. Bei der Erwerbssituation wären Informationen zu den Kategorien selbständig Erwerbende, Stellensuchende, Sozialhilfebeziehende in Integrationsprogrammen und bei erwerbstätigen Sozialhilfebeziehenden, ob sie im ersten oder zweiten Arbeitsmarkt tätig sind, wichtig. Eine knappe Mehrheit spricht sich für die vorgeschlagene Vereinfachung der Variable "Beendigungsgründe" aus, wobei sich andere Gemeinden bestimmt für eine differenzierte Auswertung dieser Kategorie aussprechen. Letztere möchten aus der SHS genau erfahren, aus welchen Gründen die Sozialhilfe ihre Unterstützung einstellt.⁶

Kleine Gemeinden

Die Anspruchsgruppe der kleinen Gemeinden begrüsst tendenziell die vorgeschlagenen Vereinfachungen für alle Lebenslagenvariablen. Die Vereinfachungen bei den Variablen "Erwerbssituation", "Wohnstatus" und "Wohnungsgrösse" werden besonders unterstützt. Eine Minderheit wünscht weiterhin den gleichen Detaillierungsgrad zum Beschäftigungsgrad der Sozialhilfebeziehenden wie bis anhin. Gleiches gilt für die Beendigungsgründe. Hier wird sogar der Wunsch artikuliert, den bestehenden Detaillierungsgrad in die Standardauswertungen aufzunehmen. Zur Variable "Ausbildung" wird die Wichtigkeit der Information betont und vorgeschlagen, eine weitere Variable hinzuzufügen ("nicht anerkannter Abschluss").

⁶ Bei Erwerbstätigkeit: befristet oder unbefristete Anstellung, bei Ablösung über vorgelagerte Leistungen: IV oder ALV, bei Beendigung der Zuständigkeit Kontaktabbruch oder Wegzug.

4.3. Weitere Variablen

Die Anspruchsgruppen sind sich einig, dass die «weiteren Variablen» in der aktuellen Form den Variablenkatalog überlasten und in der Tendenz gestrichen werden können (siehe auch Anhang 6.3. . Eine Minderheit der Befragten stuft jedoch einzelne Variablen als relevant ein und wünscht, diese weiterhin zu erheben:

- *Schuldenbelastung*: die Sozialhilfe ist grundsätzlich nicht für Schuldensanierungen von Sozialhilfebeziehenden zuständig. Die Verschuldung kann sich aber negativ auf die Motivation der Betroffenen und auf die Integrationsarbeit der Sozialhilfe auswirken. Eine Übersicht über die Verschuldungslage der Sozialhilfebeziehenden wäre daher wertvoll.
- *Erlerner Beruf und Letzte oder gegenwärtige berufliche Tätigkeit*: Diese Informationen können aus Sicht einer Minderheit der Befragten ergänzend zur Variable "Ausbildung" Sinn machen, weil für die Integration häufig nicht die höchste Ausbildung relevant ist, sondern die Aktivierung aktueller Ressourcen und Fähigkeiten.
- *Wohneigentum*: Es wird vereinzelt gewünscht, einen Überblick über die Anzahl Sozialhilfebeziehenden zu haben, die bei Antragstellung über Wohneigentum verfügen.

Branche, in Abklärung/ja/nein, Fachstellen

Alle Anspruchsgruppen bis auf die Fachpersonen der Asyl- und FlüStat sind sich einig, dass die Variable "Branche" in der aktuellen Form nicht relevant ist. Es wird allerdings vereinzelt erwähnt, dass die Information interessant wäre, wenn die Qualität der Daten besser wäre.

Grossmehrheitlich begrüssen die Anspruchsgruppen sowohl die Streichung der Prozessinformation "in Abklärung/ja/nein" der Finanzvariablen als auch der Variablen zu den Fachstellen. Vereinzelt wurde darauf hingewiesen, dass dies vor allem damit zusammenhängt, dass die Qualität der Daten schlecht sei. Die Information an sich wäre aber durchaus interessant, insbesondere in Bezug auf IV und ALV. Eine Fachperson betont, dass die Sozialberatung im Zusammenhang mit der Zunahme an mehrfachkomplexen Fällen an Wichtigkeit zunimmt und punktuelle Auswertungen oder Studien hierzu wünschenswert wären.

4.4. Allgemeine Beobachtungen / Erkenntnisse

Die wahrgenommene Qualität der Variablen hat die Antworten stark beeinflusst. Interviewpartner, welche die Qualität als eher gering einstufen, waren tendenziell zu-

rückhaltend, eine Variable als wichtig zu bezeichnen – selbst wenn sie die Information grundsätzlich als relevant erachten würden (bspw. Variablen "Erwerbssituation" oder "Beschäftigungsgrad").

Es ist ein grosser Unterschied festzustellen zwischen den Kantonen/Konferenzen und den kleinen Gemeinden. Letztere möchten die SHS tendenziell vereinfachen. Auch dies hat mit der Verwertung der Informationen zu tun: Der Nutzen statistischer Kennzahlen ist für kleine Gemeinden durch die geringen Fallzahlen sehr eingeschränkt. Somit besteht kaum die Möglichkeit, diese Auswertungen für strategische Entscheidungen zu brauchen.

5. Schlussfolgerungen

Die Sozialhilfestatistik wird von den befragten Fachpersonen geschätzt und auf vielerlei Weise genutzt. Im Hinblick auf die Modernisierung der Sozialhilfestatistik konnten folgende Erkenntnisse gewonnen werden:

Das Ziel des BFS, die Standardauswertungen weiterzuführen, wird von den befragten Fachpersonen geteilt. Die Standardauswertungen der SHS werden aktuell von vielen der befragten Personen verwendet und geschätzt.

Hervorgehoben wird vor allem der Nutzen der SHS auf der politischen und strategischen Ebene. Bei der Modernisierung der SHS sollte ein Fokus darauf gelegt werden, diese Bedürfnisse weiterhin erfüllen zu können. Nicht nur, aber vor allem auf der operativen Ebene führt die zeitliche Verzögerung heute zu einer eingeschränkten Nutzbarkeit der SHS, da sie nicht für Steuerungszwecke herangezogen werden kann. Dafür liegen die jährlichen Daten für die Datenempfänger/innen mit einer zu grossen Verzögerung vor. Gelänge es, die Auswertungen früher zur Verfügung zu stellen, könnte der Nutzen der modernisierten SHS zu Steuerungszwecken gesteigert werden.

Zusätzliche Erwartungen an eine modernisierte Sozialhilfestatistik ergeben sich aus Anforderungen an diese als Teil der Armutsberichtserstattung. Es geht hier insbesondere um Verlaufsanalysen, Hinzunahme von Daten aus anderen Registern sowie die Analyse der Interaktion der Sozialhilfe im System der sozialen Sicherheit.

Einschränkungen sehen die Befragten hinsichtlich der Vergleichbarkeit: Durch die unterschiedlichen kantonalen Regelungen, vor allem bei den vorgelagerten bedarfsabhängigen Sozialleistungen, können Auswertungen interkantonal nur bedingt verglichen werden. Mehrfach wurde deshalb der Wunsch geäussert, das Zusammenspiel der vorgelagerten bedarfsabhängigen Sozialleistungen und der wirtschaftlichen

Sozialhilfe zu beleuchten und in der Kommunikation zur SHS direkt auf entsprechende Unterschiede hinzuweisen.

Weiter wurde wiederholt erwähnt, dass ein Online-Zugang zu den Daten sehr begrüsst würde. Dies würde erlauben, selber und frühzeitig Auswertungen vorzunehmen.

Eine Verschlinkung des Variablenkatalogs der SHS wird weitgehend begrüsst. Insbesondere im Hinblick auf die zu *streichenden* Variablen besteht nur vereinzelt Widerspruch. Hinsichtlich der Vorschläge zu den *vereinfachenden* Variablen wird die Vereinfachung grundsätzlich begrüsst. In vielen Fällen wird aber gewünscht, die neuen Kategorien nochmals zu prüfen und gegebenenfalls etwas auszudehnen. Zusammengefasst lassen sich folgende Aussagen treffen:⁷

- *Finanzvariablen*: Die befragten Kantone haben keine einheitliche Haltung zum Vereinfachungsvorschlag. Eine Minderheit begrüsst die Vereinfachungen und eine knappe Mehrheit lehnt den Vorschlag ab, insbesondere weil die Informationen zu den Einnahmen aus Bedarfs- und Sozialversicherungsleistungen als zentral eingestuft werden.
- *Erwerbssituation*: Ein Grossteil lehnt die Vereinfachung gänzlich ab oder hält Anpassungen für notwendig. Einige plädieren aufgrund mangelnder Datenqualität auf Streichung.
- *Beschäftigungsgrad*: Bezüglich des Beschäftigungsgrads hat sich keine Eini-gung abgezeichnet. Ähnlich grosse Anteile der Befragten stimmen einer Zwei-teilung zu oder lehnen diese gänzlich ab.
- *Wohnstatus*: Inhaltlich wird die Vereinfachung von einer Mehrheit gutgeheissen, wobei die Begrifflichkeiten kritisiert werden.
- *Wohnungsgrösse*: Eine überraschende Mehrheit stimmt der Vereinfachung zu. Vereinzelte Stimmen finden, diese Variable könne ganz gestrichen werden.
- *Höchste abgeschlossene Ausbildung*: Die Rückmeldungen sind sehr heterogen. Wird der Vorschlag dahingehend angepasst, dass eine zusätzliche Kategorie "nicht anerkannter Abschluss" ergänzt würde, fände dieser wohl bei einer Mehrheit Zustimmung.
- *Hauptgrund für Beendigung der Unterstützungszahlung*: Auch hinsichtlich der Beendigungsgründe sind die Rückmeldungen sehr heterogen: Jeweils rund ein

⁷ Die dokumentierten Grössenordnungen dient der Veranschaulichung der unterschiedlichen Meinungen über die Anspruchsgruppen hinweg. Angesichts der geringen Fallzahl sind diese Aussagen jedoch nicht als statistisch repräsentativ zu verstehen.

Drittel stimmt der Vereinfachung zu, lehnt diese ab oder schlägt Veränderungen vor.

- *Variablen zu den Sozialhilfeleistungen:* Die Befragten sind sich einig, dass eine Vereinfachung grundsätzlich sinnvoll ist. Rund die Hälfte ist jedoch mit dem konkreten Vorschlag zur Vereinfachung nicht einverstanden. Insbesondere der Vorschlag zum Zusammenzug aller SIL stösst auf Kritik. Mit einer Unterscheidung zwischen integrativen und existenzsichernden SIL – gemäss den aktuellen SKOS-Richtlinien – könnte dem Wunsch vieler entsprochen werden.

Die Erhebung der Bedürfnisse der Fachpersonen verdeutlichte, dass sehr unterschiedliche Perspektiven bestehen. Auch innerhalb einer Institution scheinen die Bedürfnisse zu divergieren, je nachdem ob das Gespräch mit einer Person auf der strategischen Ebene oder der operativen Ebene geführt wurde. In der Tendenz zeigte sich, dass Personen mit strategischen Positionen eher skeptisch gegenüber einer Reduktion des Variablenkatalogs reagierten, während Personen auf operativer und/oder statistischer Ebene sich eher für eine schlankere Version der SHS aussprachen.

Im Fall von Stellen, welche sowohl Datenempfänger/in als auch Erhebungsstellen sind, zeigt sich zudem, dass die Einschätzung der Qualität der Daten einen Einfluss auf ihre Nutzung hat. In diesem Zusammenhang betonen die Befragten, dass ausschliesslich Daten erhoben werden sollen, die in den Administrativdaten aktuell und vollständig zur Verfügung stehen. Für darüber hinaus gehende Daten müsste aufgrund eines sozialpolitischen Interesses eine qualitativ hochstehende Erhebung bei den Datenlieferanten mit dem entsprechenden Aufwand durchgesetzt werden. Schätzen die Erhebungsstellen die Datenqualität als gering ein, werden die Daten nicht genutzt und auch ihre Weiterführung in der modernisierten SHS wird kritisch betrachtet. Datenempfänger/innen, die weiter von der Erhebung entfernt sind, beurteilen den Nutzen hinsichtlich der Daten eher losgelöst von ihrer Erhebung anhand der sozialpolitischen Relevanz.

Die vorliegende Untersuchung zeigt schliesslich, dass die Informationsbedürfnisse sehr heterogen sind und eine zusammenfassende Einschätzung zu einzelnen Aspekten entsprechend komplex ist. Die Anforderungen, welche an die SHS gestellt werden, basieren auf unterschiedlichen Informationsbedürfnissen auf der politischen, strategischen und operativen Ebene. Mit den vorgeschlagenen Massnahmen zur Reduktion des Fragebogens kann dem Ziel der Entlastung der Erhebungsstellen Rechnung getragen werden. Durch die Weiterführung der Standardauswertungen wird die Steuerungsrelevanz der SHS für die politische und strategische Ebene beibehalten, wobei hinsichtlich der Vereinfachungen noch ein gewisser Klärungsbedarf be-

steht. Mit einer Verkürzung der Dauer zwischen der Datenerhebung und der Publikation der Daten kann die Nützlichkeit der SHS sowohl für politische und strategische als auch für operative Zwecke erhöht werden.

6. Anhang

6.1. Gesprächsleitfaden

Nachfolgend ist der vollständige Gesprächsleitfaden aufgeführt. Je nach Akteursgruppe wurden einzelne Aspekte nicht thematisiert. Insbesondere für die kleinen Gemeinden wurde ein merklich verkürzter Gesprächsleitfaden sowie teils leicht umformulierte Fragestellungen verwendet.

Leitfaden Interviews

Bedürfnisse der Datenempfänger/innen an die modernisierte Sozialhilfestatistik

Mit dieser Befragung wird der im Rahmen des Projekts der Modernisierung der Sozialhilfestatistik angelegte iterative Prozess zur Berücksichtigung sowohl der Anforderungen an den Output der Sozialhilfeempfängerstatistik als auch der Machbarkeit in Hinblick auf den Input umgesetzt. Mit dem Vorliegen der Ergebnisse aus der Kategorisierung der Daten (Input) wird nun die Nutzung der Auswertungen der Sozialhilfeempfängerstatistik erfragt. Die im Mandat der Modernisierung festgelegten Zielsetzungen der Weiterführung der bisherigen Standardauswertungen und die Reduktion des Fragekatalogs dienen in diesem Schritt als Leitplanken. Grundlegende Informationen zur Projekt der Modernisierung der Sozialhilfestatistik können Sie dem Factsheet des BFS im Anhang entnehmen.

Teil A – Erwartungen an die modernisierte Sozialhilfestatistik

- 1) Wofür brauchen Sie die Auswertungen aus der Sozialhilfestatistik?
- 2) Welche Informationsbedürfnisse soll die Statistik Ihrer Meinung nach abdecken?

Teil B – Verwendung der Standardtabellen

Sie finden anbei die Standardtabellen, die Sie vom BFS zugestellt erhalten.

- 1) Welche dieser Standardtabellen nutzen Sie? Bitte geben Sie für jede Tabelle an, ob sie a) unbedingt gebraucht wird, b) nice-to-have ist oder c) noch nie gebraucht wurde.
- 2) Für welche Standardtabellen möchten Sie kantonale Vergleiche ziehen können?
- 3) Auf welcher Stufe brauchen Sie Informationen: Kanton, Gemeinden, Bezirke, Regionen, Gemeindegrößenklassen?
- 4) Gibt es Informationsbedürfnisse, welche mit den aktuellen Standardtabellen nicht abgedeckt werden können? Nutzen Sie weitere Informationsquellen für die Steuerung oder zur Beantwortung sozialpolitischer Fragestellungen?

Teil C – Diskussion zum Inhalt der modernisierten Sozialhilfestatistik

Anhand der Vorarbeiten wurde eine erste Einteilung für einen überarbeiteten Fragebogen erarbeitet, dessen Auswirkungen auf die Auswertungen es nun zu besprechen gilt. Zu besprechen sind in erster Linie Variablen, die künftig evtl. nicht mehr erhoben werden sowie Variablen, für welche eine Vereinfachung vorgeschlagen werden kann.

Nachfolgend werden vier Arten von Variablen diskutiert:

- Variablen, deren Erfassung vereinfacht werden sollte

- Angaben zur Sozialhilfeleistung
- Variablen, die gestrichen werden könnten und bisher verwendet wurden
- Variablen, die nicht verwendet werden und evtl. gestrichen werden

1) Variablen, deren Erfassung vereinfacht werden sollte

Für die nachfolgenden Variablen zeigte sich, dass mit Vereinfachungen die Belastung für die Erhebungsstellen reduziert werden und damit zusammenhängend die Qualität der jeweiligen Angaben verbessert werden könnte. Können mit den untenstehend vorgeschlagenen Vereinfachungen die für Sie relevanten Fragen noch beantwortet werden? Wo bräuchte es aus Ihrer Sicht noch Verfeinerungen?

→ Details siehe Anhang I

2) Angaben zur Sozialhilfeleistung

Im Zusammenhang mit den Angaben zur Sozialhilfeleistung stellt sich in Orientierung an den SKOS-Richtlinien die Frage nach der benötigten Detaillierung der unterschiedlichen Ausgabenarten (analog Budgetbestandteile). Anhand der Liste der bisher erhobenen Angaben zur finanziellen Situation der Sozialhilfebeziehenden möchten wir mit Ihnen die notwendigen Informationen und benötigten Detaillierungsgrade bspw. der Situationsbedingten Leistungen (SIL) diskutieren.

→ Details siehe Anhang II

3) Variablen, die gestrichen werden könnten und bisher für die Standardtabellen verwendet wurden

Es handelt sich dabei um eine nicht-administrative Information, welche eine Belastung für die Erhebungsstellen darstellt und damit zusammenhängend in nicht ausreichender Qualität vorliegt. Wie wichtig ist Ihnen diese Information?

- Branche

4) Variablen, die bisher nicht für die Standardtabellen verwendet wurden und evtl. gestrichen werden

Die nachfolgend aufgeführten Variablen wurden durch die Erhebungsstellen als nicht-administrativ eingestuft und stellen damit eine Belastung für die Erhebungsstellen dar. Zugleich wurden sie bisher nicht systematisch ausgewertet, weshalb eine Streichung dieser Variablen angebracht erscheint, sofern kein besonderes Bedürfnis für deren Erhalt besteht. Sehen Sie einen Informationsverlust im Fall der Streichung dieser Variablen?

- Mehrere Variablen "Involvierte Fachstellen"
- Mehrere Variablen "Finanzvariablen (in Abklärung/ja/nein)"
- Weitere Variablen: Siehe Anhang III

Teil D – Abschliessende Fragestellungen

- 1) Haben Sie weitere Anliegen, die im Rahmen der Modernisierung der Sozialhilfestatistik berücksichtigt werden sollen?

Anhang (Leitfaden)

AI: Details zu Variablen, deren Erfassung vereinfacht werden sollte

Bisher	Vorschlag neu
<i>Finanzvariablen</i> (Teils separat für die antragstellende Person und weitere Mitglieder der UE): • Erwerbseinkommen (netto) (Betrag) • ALV (Betrag) • Altersrente (Betrag) • Witwen-/Waisenrente (Betrag) • BVG-Rente (Betrag) • Hilfenentschädigung (Betrag) • IV-Rente (Betrag) • SUVA-Rente (Betrag) • Taggeld Krankenversicherung (Betrag) • IV-Taggeld (Betrag) • Unfall-Taggeld (Betrag) • Andere Sozialversicherungsleistungen (Rente / Taggelder) (Betrag) • Unterhaltsbeiträge (Betrag) • Alimentenbevorschussung (Betrag) • Einkommen aus Vermögen (Betrag) • Kinderzulage (wenn nicht im Lohn enthalten) (Betrag) • Arbeitslosenhilfe (Betrag) • Ergänzungsleistungen zur AHV/ IV (Betrag) • Wohnkostenzuschuss (Betrag) • Eltern-/ Mutterschaftsbeihilfen (Betrag) • Erziehungsgeld (Betrag) • Stipendien (Betrag) • Kantonale Beihilfen (Betrag) • Andere bedarfsabhängige Leistungen (Betrag) • Erhalt von Haushaltsentschädigung/Konkubinatsbeitrag (Betrag) • Verwandtenunterstützung (Betrag)	Vierteilung wie in den Standardtabellen (4.2) • Erwerbseinkommen (Betrag) • Sozialversicherungsleistungen (Betrag) • Weitere bedarfsabhängige Sozialleistungen (Betrag) • Andere Einkommen (Betrag)
<i>Erwerbssituation</i> Erwerbstätige • 01: Selbständig • 02: Angestellt in der eigenen Firma • 03: Regelmässig angestellt • 04: Zeitlich befristeter Vertrag • 05: Arbeit auf Abruf • 06: Gelegenheitsarbeit • 07: Mitarbeitendes Familienmitglied • 08: In der Lehre	Nur eine mögliche Antwort statt 4 und lediglich die 3 übergeordneten Kategorien statt 22: • Erwerbstätig • Erwerbslos • Nichterwerbsperson

• 20: Anderes (erwerbstätig) Erwerbslose • 09: Arbeitsintegrationsprogramm • 10: Beschäftigungsprogramm für Ausgesteuerte • 11: Auf Stellensuche, beim Arbeitsamt gemeldet • 12: Auf Stellensuche, nicht beim Arbeitsamt gemeldet • 21: Anderes (erwerbslos) Nichterwerbspersonen • 13: In Ausbildung (ohne Lehrlinge) • 14: Haushalt, familiäre Gründe • 15: Rentner/in • 16: Vorübergehend arbeitsunfähig • 17: Dauerinvalidität • 18: Keine Chance auf dem Arbeitsmarkt • 22: Anderes (nichterwerbstätig)	
<i>Beschäftigungsgrad</i> • 01: Vollzeit (90%+) • 02: Eine Teilzeitstelle (bis 49%) • 03: Eine Teilzeitstelle (50–89%) • 04: Mehrere Teilzeitstellen • 05: Vollzeit- und Teilzeitstelle	Welche Kategorien sind für Sie relevant? Genügt evtl. eine Einteilung in Voll- und Teilzeit?
<i>Wohnstatus</i> Privathaushalte: • 01: Eigentumswohnung/Eigenheim • 02: Mieter/in • 03: Untermieter/in • 07: Gratisunterkunft Stationäre Einrichtungen, Heime: • 05: Stationäre Einrichtung (z.B. Heim, Klinik) • 06: Begleitetes Wohnen Besondere Wohnformen: • 04: Pension/Hotel • 08: Fahrende • 09: Ohne feste Unterkunft	Dreiteilung in die übergeordneten Kategorien: • Privathaushalt • Kollektivhaushalt • Sammelhaushalt
<i>Wohnungsgrösse gesamt</i> • 01: Zimmeranzahl: 1.0 • 02: Zimmeranzahl: 1.5 • 03: Zimmeranzahl: 2.0 • 04: Zimmeranzahl: 2.5 • 05: Zimmeranzahl: 3.0 • 06: Zimmeranzahl: 3.5 • usw. • 13: Zimmeranzahl: 7.0 • 14: Zimmeranzahl: 7.5 und mehr	Zur Vereinfachung und da es bei der Erfassung kantonale Unterschiede gibt: Anzahl Zimmer gemäss analog GWR (Wohnräume ohne Küche, Badzimmer, Abstellräume, halbe Zimmer etc). • Zimmeranzahl 1.0 • Zimmeranzahl 2.0 • Zimmeranzahl 3.0 • Zimmeranzahl 4.0 • Zimmeranzahl 5.0

	• Zimmeranzahl 6.0 • Zimmeranzahl 7.0
<i>Höchste abgeschlossene Ausbildung</i> • 01: Schulbesuch weniger als 7 Jahre • 02: Obligatorische Schule • 03: Anlehre • 04: Berufslehre oder Vollzeitberufsschule • 05: Maturitätsschule, Berufsmaturität, Diplommittelschule • 06: Höhere Fach- und Berufsausbildung • 07: Universität, Hochschule, Fachhochschule • 08: Nicht feststellbar	Reicht es aus, hier Angaben zu in der Schweiz anerkannten Abschlüssen zu haben? Dies würde bedeuten, dass für Personen mit in der Schweiz nicht anerkanntem Abschluss im Ausland keine Informationen vorliegen.
<i>Hauptgrund für Beendigung der Unterstützungszahlung</i> • 01: Aufnahme einer Erwerbstätigkeit • 02: Beschäftigungsmassnahme RAV • 03: Beschäftigungsmassnahme Gemeinde/Kanton • 04: Erhöhtes Erwerbseink. höherer Beschäftigungsumfang • 05: Erhöhtes Erwerbseink. Stellenwechsel • 06: Erhöhtes Erwerbseink. andere Haushaltsmitglied. • 07: Existenzsicherung Arbeitslosengeld • 08: Existenzsicherung Arbeitslosenhilfe • 09: Existenzsicherung Invalidenversicherung • 10: Existenzsicherung IV-Taggelder • 11: Existenzsicherung Alimente • 12: Existenzsicherung Alimentenbevorschussung • 13: Existenzsicherung Eltern- und Mutterschaftsbeihilfen • 14: Existenzsicherung AHV • 15: Existenzsicherung AHV-Zusatzleistungen • 16: Existenzsicherung Witwenrente • 17: Existenzsicherung Waisenrente • 18: Existenzsicherung Taggelder and. Versicherungen • 19: Existenzsicherung andere bedarfsabhängige Sozialleist. • 20: Wechsel des Wohnortes • 21: Existenzsicherung durch Eheschliessung • 22: Ausbildungsabschluss • 23: Todesfall • 24: Kontaktabbruch • 25: Unbekannt • 26: Dossier abgegeben / Wechsel der Leistungsklasse • 27: Existenzsicherung Konkubinatspartner/Haushaltsmitglied • 28: Reduktion oder Wegfall der Zulagen (EFB, IZU) • 29: Existenzsicherung durch Lottogewinn oder Erbschaft • 30: Strafvollzug	Dreiteilung: • Verbesserung der finanziellen Situation ohne Sozialleistungen • Existenzsicherung durch andere Sozialleistungen • Beendigung der Zuständigkeit

AII: Details zu Angaben zur Sozialhilfeleistung

Zentrale Variablen zur Sozialhilfeleistung in der aktuellen Erhebung:

- Integrationszulage für Nichterwerbstätige IZU (Stichmonat) (Betrag)
- Einkommensfreibetrag für Erwerbstätige EFB (Stichmonat) (Betrag)
- Grundbedarf
- Minus: Sanktion
- Angerechnete Miet-/Wohnkosten
- Medizinische Grundversorgung
- Total der Integrationszulagen für Nichterwerbstätige IZU
- Total der Einkommensfreibeträge EFB
- Effektive Erwerbsunkosten
- Kosten für Kinderbetreuung
- Schule und Erstausbildung
- Therapie-, Klinik- oder Heimkosten
- Pauschale für Personen in stationären Einrichtungen (Sackgeld)
- Weitere sonstige Leistungen

Vorschlag für eine Reduktion auf 8 Variablen:

- Materielle Grundsicherung: Grundbedarf
 - Sanktion
- Materielle Grundsicherung: Angerechnete Miet-/Wohnkosten
- Materielle Grundsicherung: Medizinische Grundversorgung
- Situationsbedingte Leistungen
- Integrationszulagen
- Einkommensfreibetrag EFB

AIII: Weitere Variablen, die bisher nicht für die Standardtabellen verwendet wurden und evtl. gestrichen werden

Arbeit

- Normalarbeitszeit pro Woche
- Keine regelmässige Arbeitszeit?
- Hauptgrund für Teilzeit
- Erlerner Beruf
- Letzte oder gegenwärtige berufliche Tätigkeit
- Massnahme zu IZU

Gesundheit

- IV-Eingliederungsmassnahmen
- Pflegebedürftige Personen im Haushalt insgesamt
- Pflege oder Betreuung durch
- Grad Hilflosigkeit

Finanzielle Situation

- Wohneigentum vorhanden
- Schuldenbelastung inkl. Steuerschulden (Schätzung) (Betrag)
- Unterhaltsbeitrag an Ehepartner bzw. Kinder (Betrag)
- Auszahlungsbeträge als Überbrückung vorrangiger Leistungen gewährt

6.2. Wünsche nach weiteren Auswertungen

Nachfolgend eine Aufzählung weiterer Wünsche der Befragten.

- Ausbildungskosten
- Ausgesteuerte⁸ auf Gemeindeebene
- Auswertungen zu den Sozialhilfefällen, bei denen Jugendliche als Überbrückung finanziell unterstützt werden während laufender Unterhaltsverfahren gegen die Eltern.
- Auswertungen zu den Sozialhilfefällen, die einen Anteil des Mietzinses aus dem Grundbedarf bezahlen müssen, weil der Mietzins gemäss Richtlinien zu hoch ist.
- Auswertungen zur Wirksamkeit von Sanktionen
- Doppelbezüger mehrerer Sozialleistungen
- Eintrittsgründe
- Empfänger- und Finanzstatistik sollten miteinander verbunden sein.
- Erfolgsfaktoren nachhaltiger Integration
- Gesundheitliche Beeinträchtigungen der Sozialhilfeempfänger
- Im Flüchtlingsbereich soll die persönliche Hilfe erfasst, Kosten für die berufliche Integration ausgewiesen und dem Umstand Rechnung getragen werden, dass es eine Gruppe von Personen gibt, bei denen eine berufliche Integration nicht möglich ist und eine soziale Integration angestrebt wird.
- Im Flüchtlingsbereich soll nach integrativen und existenzsichernden Kosten unterschieden werden können.
- Komplexität der Fälle sollte abgebildet und reine KVG-Fälle separat ausgewiesen werden können.
- Nachhaltigkeit der Ablösung
- Rekursfälle sollen ausgewiesen werden.
- Schnittstellen zu anderen Sozialleistungen: was sind die Auswirkungen von Entscheidungen in anderen Bereichen auf die Sozialhilfe? können auch durch Verlaufsstudien SHIVALV abgedeckt werden oder andere Statistiken (IV, EL, ALV)
- Unterjährige SH-Quote
- Verlaufsanalysen
- Zu- und Wegzüge
- Zusätzliche Unterteilung bei den Altersklassen: 0 – 6 und 7 – 17 Jahre.

⁸ Wiederholt wurde darauf hingewiesen, dass die Bezeichnung "Stempelbeginn" veraltet ist und nicht mehr verwendet werden sollte.

6.3. Auswertungstabellen

Vereinfachung Finanz-, Sozialhilfe- und Lebenslagenvariablen

Farbkodierung: **Vorschlag ok** / **Vereinfachung ok, aber mit Anpassungen** / **Vorschlag nicht ok** / **streichen**

Kantone	Finanzvariablen	Erwerbssituation	Beschäftigungsgrad	Wohnstatus	Grösse Wohnung	Ausbildung	Beendigungsgründe	Variablen zu den Sozialhilfeleistungen
Kanton 1	Ok/ in Abklärung bei IV/ALV wichtig Interessant einmalige Analyse: Überbrückung der Sozialhilfe bei Jugendlichen mit laufendem Unterhaltsverfahren gegen die Eltern.	Ok / aber Beschäftigungsgrad beibehalten / Rangordnung festlegen	Nicht ok, wie bisher	Ok / aber andere Begriffe. So nicht verständlich für die Praxis	ok	Ok, aber Verfeinerungen einfügen bei "nicht feststellbar" → noch nicht anerkannt	Nicht ok. Dritte Kategorie nicht ok (Sammelbecken). Orientierung an Zielsetzungen der Sozialhilfe: Auftrag der Sozialhilfe ist Integration. Welche Abschlussgründe zeigen auf, ob die Ziele erreicht wurden? Was sind die Anschlusslösungen an die Sozialhilfe?	ok
Kanton 2	Gar nicht ok / wie bisher	Nicht ok. Vorschlag: a) Erwerbstätig aufgeteilt nach Unbefristet angestellt, befristet angestellt, in der Lehre b) Erwerbslos unterteilen in "auf Stellensuche" (bisher 11&12), "Integrationsprogramme" (bisher 09&10)	Nicht ok. Tatsächliches Pensum erfassen	Nicht ok. -Unterscheidung Miete/Untermiete ist fraglich -Gratisunterkunft streichen 05 und 06 zusammen; Besondere Wohnformen:	Nicht ok	Nicht ok / Wie bisher. Zusatzinformation "in der Schweiz anerkannt" / "nicht anerkannt"	Nicht ok. Insbesondere Kategorie B muss wie bisher erfasst werden	Ok aber: → SIL ist die in "Grundversorgende SIL" und "Fördernde SIL" unterscheiden

		13-22 und 22 zusammenfassen zu c) Nichterwerbspersonen.		(04, 08, 09) beibehalten Bei Pension/Hotel "Zivilschutzanlage" hinzufügen				
Kanton 3	Nicht ok. kantonale Bedarfsleistungen wichtig. Wie bisher	Nicht ok, wie bisher.	Nicht ok, wie bisher	Ok. Nur Privathaushalt und Kollektivhaushalt unterscheiden	ok	ok	Nicht ok / a) und c) können so vereinfacht werden aber Detaillierungsgrad bei b) beibehalten	Ok, würde aber Detaillierung bei SIL wünschen
Kanton 4	Nicht Ok, wie bisher	Wenn Aktualität der Daten gegeben wäre, dann lieber wie bisher. Heute aber nicht brauchbar. Falls Aktualität nicht möglich, dann Vorschlag ok.	Zweiteilung Ok. Aber Info grundsätzlich nicht verlässlich weil sehr variabel.	ok	ok	Nicht ok, Infos sind zu wichtig. Mehr Kategorien einfügen. ISCED als Vorbild nehmen	Nicht ok, wie bisher. Infos wichtig wohin sie abgelöst werden (Fa-mEL, IV etc.)	ok
Kanton 5	ok	Ok, sie erhoffen sich dabei eine bessere Qualität	Zweiteilung Ok	Ok, würde aber Detaillierung bei Privathaushalt beibehalten	ok	Nicht ok, Info zu ausländische Bildungsabschlüsse sehr wichtig für GE	ok	ok

Asyl/-Flüstat	Finanzvariablen	Erwerbssituation	Beschäftigungsgrad	Wohnstatus	Grösse Wohnung	Ausbildung	Beendigungsgründe	Variablen zu den Sozialhilfeleistungen
Asyl/-Flüstat 1	Ok, aber Stipendien behalten. IV bei Asyl und Flüstat nicht relevant	Nicht ok, Viele machen Praktika, Sprachkurse oder Beschäftigungsprogramme. Das sollte aus der SHS ersichtlich werden	Zweiteilung ok	Ok, aber Unterscheidung zwischen Institutionen und Privathaushalt wichtig. "Sammelhaushalt" ist der Sozialhilfe als Begriff fremd	ok	Information nicht wichtig. Eher der erlernte Beruf und die frühere Tätigkeit sind wichtige Infos	Ok, aber Info wäre wünschenswert, ob nach der Beendigung materiellen Hilfe eine soziale Begleitung weiter besteht (üblich im Asyl- und Flüchtlingsbereich)	Ok, aber Detaillierungsgrad bei der SIL wäre wichtig. Bspw. Unterscheidung Gesundheit SIL und Ausbildung/Bildung SIL
Asyl/-Flüstat 2	Ok, aber bei WBSL klären, welche Leistungen dazu gehören.	Ok	Zweiteilung ok	Dreiteilung ok, aber Begriffe "Privataushalte", "Stationäre Einrichtungen, Heime" und "Besondere Wohnformen" behalten oder neue Begriffe erklären	ok	Information nicht relevant. Schlägt Einführung der Kategorie "Nicht anerkannter Abschluss" vor.	Ok, aber Kategorien "Wegzug" und "andere" (für Todesfall und Kontaktabbruch oder beides) beibehalten	Ok, aber SIL detailliert: Schule und Erstausbildung / Therapie-, Klinik- oder Heimkosten /Pauschale für Personen in stationären Einrichtungen
Asyl/-Flüstat 3	Ok (wenn möglich Infos auf Personenebene beibehalten)	Ok	Nicht ok, im Minimum Dreiteilung in Vollzeit, über 50% und unter 50%.	Grundsätzlich ok, aber stationären Einrichtungen ausweisen, Mieter und Untermieter	ok	Ok, aber Einführung der Kategorie "Nicht anerkannter Abschluss"	ok	Ok, aber SIL in "existenzsichernd" und "integrativ" aufteilen

Konferenzen	Finanzvariablen	Erwerbssituation	Beschäftigungsgrad	Wohnstatus	Grösse Wohnung	Ausbildung	Beendigungsgründe	Variablen zu den Sozialhilfeleistungen
Ge-samtschweiz. Konferenz 1	ok	Nicht ok, Detaillierung wichtig: "in Ausbildung", "Dauerinvalidität", "keine Chance auf dem Arbeitsmarkt" / Erwerbslos als eine Kategorie ok	Zweiteilung ok	Nicht ok, "Fahrende", "ohne feste Unterkunft" wichtig. "Sammelhaushalt" macht keinen Sinn aus der Sicht der Sozialhilfe	ok	Nicht ok, wie bisher	Vereinfachung wünschenswert, aber Detaillierung teilweise wichtig: Beendigung aufgrund Sozialversicherungen wichtig, Todesfall ausweisen, Kontaktabbruch auch	Vereinfachung wünschenswert aber SIL wichtig und neu hinzufügen "Kosten für Grundkompetenzen"
Ge-samtschweiz. Konferenz 2	Vereinfachung ok, aber Detaillierung wichtig: kantonalen Bedarfsleistungen und Sozialversicherungen (entweder aus externen Registern oder beibehalten)	Ok, aber wenn möglich dann Information zu prekärer Arbeit (4-6) beibehalten	Nicht ok (Info zu Vereinbarkeit Familie und Beruf oder Working Poor)	ok	ok	Ok (Nur offiziell anerkannte Äquivalenzen sollte als Abschlüsse erfasst werden)	Grundsätzlich ok (Eintrittsgründe sind oft relevanter als Austrittsgründe)	Ok
Gemeinde gross	Finanzvariablen	Erwerbssituation	Beschäftigungsgrad	Wohnstatus	Grösse Wohnung	Ausbildung	Beendigungsgründe	Variablen zu den Sozialhilfeleistungen
Gemeinde Gross (SI Workshop)	Tendenziell ok aber unklare Position: da nicht ausgewertet wird wäre kein Informationsverlust vorhanden (also eher ok)	Vereinfachung wünschenswert aber Infos zu Ausbildung/in der Lehre/Arbeitsintegration/Erziehungsarbeit wichtig. Gefahr der schlechten Datenqualität weil Situation sich ständig verändert	Nicht ok, falls Qualität vorhanden, dann lieber Detaillierung beibehalten	Grundsätzlich ok, aber Obdachlosigkeit sollte ausgewiesen werden	ok	ok	Nicht ok, Wichtig ist vor allem: Erwerbstätigkeit/Kontaktabbruch mit bekanntem Grund/Kontaktabbruch ohne bekannten Grund/AHV-Rente/IV-Rente/Andere Sozialversicherung/EL	Ok

Gemeinde Gross 1	ok	Wichtige Information Mögliche Fünfteilung: 1.) Erwerbstätig selbständig 2.) Erwerbstätig angestellt inkl. Lernende 3.) Auf Stellensuche 4.) Integrationsmassnahmen 5.) Nichterwerbspersonen	Zweiteilung ok	Ok, Unterscheidung in Privathaushalte und Kollektivhaushalte	ok	Ok, Zu prüfen wäre sogar eine weitergehende Vereinfachung. Obligatorische, Sekundär- Tertiärstufe.	Nicht ok, Vorschlag: Verbesserung durch Erwerbstätigkeit / Verbesserung durch andere finanzielle Verbesserung /-Verbesserung durch Sozialversicherungen (IV) /Verbesserung durch kantonale Sozialleistungen /-Beendigung Zuständigkeit	Ok, aber anders: Heimkosten (SIL) ausweisen und zusätzlich EFB und IZU streichen
Gemeinde Gross 2	ok	Grundsätzlich ok, aber Info wichtig ob im 1 AM oder im 2 AM (Kategorien 09,10 und 13 behalten)	Zweiteilung Ok, aber Variable ganz streichen wäre besser	ok	ok	Nicht ok, wie bisher	ok	Ok, Aber SIL-Unterteilung behalten (v.al Gesundheits-bezogene Infos)
Gemeinde Gross 3	ok	Ok	Ok, könnte auch gestrichen werden	ok	ok	Unklar	ok	ok
Gemeinde Gross 4	ok	Ok, aber In Ausbildung und Selbständig wäre interessant. Infos schwierig zu erfassen, weil sehr wechselhaft	streichen, Lieber wenig, dafür gut ausgefüllt.	Ok, aber "Sammelhaushalt" weglassen weil unklar	streichen	ok	ok	Ok, Anteil Haushalte, die Mietkosten aus GBL bezahlen wäre interessant

Gemeinde Gross 5	Nicht ok, brauchen Infos zu (1, 2, 6-14, 16-18 und 22)	Nicht ok, brauchen Infos zu Selbständig und Arbeitnehmende (befristet/unbefristet). Erwerbslos ok ohne Unterkategorien / bei Nichterwerbspersonen: 13 und 16 wichtig	Nicht ok	Nicht ok, Details zu Eigentümer oder Mieter wichtig sowie Institutionen	ok	Wie bisher	Nicht ok, Detail ist wichtig. Insbesondere: ALV, IV, Bei Erwerbstätigkeit ist es befristet oder unbefristet	Ok, aber Details zu Total EFB/IZU / Kinderbetreuung / Therapie und Heimkosten behalten
Gemeinde Gross 6	Grundsätzlich ok, aber Unterhaltsbeiträge, ALBV und Stipendien evtl behalten	Grundsätzlich ok, aber Nichterwerbspersonen: gesundheitliche Gründe und Dauerinvalidität sollten behalten werden.	Zweiteilung Ok	Grundsätzlich ok, aber Zweckwohngemeinschaften sollten ausgewiesen werden.	ok	ok	ok	ok
Gemeinde klein	Finanzvariablen	Erwerbssituation	Beschäftigungsgrad	Wohnstatus	Grösse Wohnung	Ausbildung	Beendigungsgründe	Variablen zu den Sozialhilfeleistungen
Gemeinde Klein 1	ok	Ok (ob jemand in Ausbildung ist oder nicht wird aus eigenen Systemen eruiert)	Zweiteilung ok	ok	ok	ok	Ok, aber zwischen definitiven Ablösungen (z.B. Tod) und "technischen" Ablösungen unterschieden	Ok, aber bei SIL Therapie- und Heimkosten unterscheiden
Gemeinde Klein 2	ok	Grundsätzlich ok, aber Abstufungen bei Nicht-Erwerbspersonen so beibehalten	Zweiteilung ok	Ok, Aber Kategorien nicht ganz klar. Begriffe müssen klar definieren, weil in der Sozialhilfe-praxis werden sie nicht gebraucht.	streichen	Variable nicht brauchbar, weil zu viele in "nicht feststellbar"	Nicht ok, Braucht Detail und wünscht Auswertung auch in den STT. Bspw. "Wegzug" / "Bessere finanzielle Situation durch Dritte" und "Heirat" wichtig	Ok, aber bei SIL Kinderbetreuungskosten ausweisen. Ausserdem wäre Anteil Haushalte, die Mietkosten aus GBL zahlen wichtig
Gemeinde Klein 3	Ok. Allenfalls wäre ALBV noch interessant	Ok	Zweiteilung Ok	Ok, aber Definition "Sammelhaushalt" unklar	ok	ok	ok	Ok, aber brauche Details zu SIL (Erwerbsunkosten, Ausbildung, Schule)

Gemeinde Klein 4	ok	Grundsätzlich ok, brauche aber Info zu auf Stellensuche und ausgesteuert	Nicht ok, brauche Info zu unter 50% und über 50%	Ok, aber Eigenheime sollte man noch wissen	ok	ok	ok	Ok, aber unterscheiden zwischen einmaligen und wiederkehrenden situationsbedingten Leistungen
Gemeinde Klein 5	Ok. (bei kleinem Mengengerüst macht Detailauswertung keinen Sinn)	Ok	Ok, aber mehrere Abstufungen bei Teilzeitstellen wäre interessant	ok	ok	ok	Grundsätzlich ok, aber Grund für Kontaktabbruch ist wichtig	Ok, aber bei SIL Heim- und Therapiekosten ausweisen
Gemeinde Klein 6	Ok. Detaillierungsgrad nicht notwendig. Schauen selber im FFS nach bei politischen Anfragen bspw. IV	Ok	Würde Dreiteilung vorziehen: Vollzeit, Teilzeit bis 49, Teilzeit darüber	ok	ok	Nicht ok, so belassen und "nicht an-erkannter Abschluss" als eigene Kategorie zusätzlich erfassen	Ok, Aufnahme Erwerbstätigkeit und IV-Versicherung wäre noch interessant. Aber diese Auswertungen machen sie selber.	Ok. Aber bei SIL Heim- und Therapiekosten ausweisen
Gemeinde Klein 7	Ok, aber Stipendien und zusätzliche Kategorie "Familienrechtliche Einnahmen" hinzufügen	Ok, aber "selbständig erwerbende" weiterhin separat erfassen und auswerten	Nicht ok, so wie bisher	Ok, aber ohne feste Unterkunft beibehalten	ok	Nicht ok, so belassen und "nicht an-erkannter Abschluss" als eigene Kategorie zusätzlich erfassen	Vereinfachung grundsätzlich ok, aber Wegzug, Todesfall und Kontaktabbruch beibehalten	Ok, neu wäre ausserdem Anteil Haushalte, die Mietkosten aus GBL zahlen auszuweisen

zu streichende Variablen

Farbkodierung: Streichen ok / mit Vorbehalten / Streichen nicht ok

Kantone	Branche	in Abklärung/ja/nein (Finanzvariablen)	Involvierte Fachstellen	Arbeit Normalarbeitszeit pro Woche Keine regelmässige Arbeits- zeit? Hauptgrund für Teilzeit Erlernter Beruf Letzte oder gegenwärtige be- rufliche Tätigkeit Massnahme zu IZU	Gesundheit IV- Eingliederungsmassnahmen Pflegebedürftige Personen im Haushalt insgesamt Pflege oder Betreuung durch Grad Hilflosigkeit	Finanzielle Situation Wohneigentum vorhanden Schuldenbelastung inkl. Steuer- schulden (Schätzung) (Betrag) Unterhaltsbeitrag an Ehepartner bzw. Kinder (Betrag) Auszahlungsbeträge als Überbrü- ckung vorrangiger Leistungen ge- währt
Kanton 1	ok	Grundsätzlich ok, wäre bei IV und ALV interessant	ok	Grundsätzlich ok, "letzte oder gegenwärtige berufliche Tä- tigkeit" wäre noch interessant	ok	ok
Kanton 2	Wäre interessant, Gründe für Strei- chung aber nach- vollziehbar	ok	ok	ok	ok	Beizubehalten: "Schuldenbelas- tung" und "Wohneigentum vorhan- den"
Kanton 3	ok	Von Interesse: Schnittstellen zur IV und Hilflosenentschä- digung (allenfalls Re- gister?)	ok	ok	Von Interesse: Schnittstellen zur IV und Hilflosenentschä- digung (allenfalls Register?)	ok
Kanton 4	ok	ok	ok	ok	ok	Beibehalten: Schulden
Kanton 5	Wäre interessant, könnte aber nur bei besserer Da- tenqualität genutzt werden	ok	ok	Beibehalten: letzte oder ge- genwärtige berufliche Tätig- keit	ok	Beibehalten: Schulden

Asyl/- FlüStat 1	Wäre interessant "nice-to-have" bei besserer Daten- qualität	ok	ok	ok	Von Interesse: Grad der Hilflosigkeit	-
Asyl/- FlüStat 2	Beibehalten, aber weniger ausführ- lich	ok	beibehalten	beibehalten	ok	-
Asyl/- FlüStat 3	ok	ok (allenfalls IV)	ok	Von Interesse: Erlernter Beruf (aber streichen ok)	ok	-
Ge- samtschw eiz. Kon- ferenz 1	ok	ok	ok	ok	ok	Nicht streichen "Schulden" (aller- dings Qualität zweifelhaft)
Ge- samtschw eiz. Kon- ferenz 2	ok	ok	ok	ok	ok	Schuldenbelastung und Überbrü- ckungsleistungen sind potentiell spannend (Überbrückungsleistun- gen via SHIVALV abgedeckt)
Gemeinde Gross (SI Work- shop)	ok	ok	ok	Von Interesse: Erlernter Beruf	Von Interesse: Grad der Hil- flosigkeit	Von Interesse: Wohneigentum, Schulden, Unterhaltbeiträge, Aus- zahlungsbeträge als Überbrückung
Gemeinde 1	ok	ok	ok	ok	ok	ok
Gemeinde 2	ok	beibehalten	ok	Beibehalten: letzte oder ge- genwärtige berufliche Tätig- keit	Beibehalten: IV- Eingliederungsmassnahmen	Beibehalten: Auszahlungsbeträge als Überbrückung
Gemeinde 3	ok	ok	ok	ok	ok	ok

Hinweis: Es wurden nicht alle Stellen zu allen Variablen befragt, abhängig davon ob die entsprechende Variable in den Standardauswertungen verwendet wird resp. überhaupt erhoben wird. Einige Stellen wurden deshalb gar nicht zu den zu streichenden Variablen befragt.